L'Etincelle

Bulletin d'information de la section de Boucau du Parti communiste français

PCF

Responsable de la publication : Jean Moleres - Supplement des Nouvelles des PA
Commission paritaire 0113P11421 - Imprimerie spéciale PCF

OCTOBRE 2012

« On peut se demander si les chantres de "la concurrence libre et non faussée" n'ont pas en tête l'objectif d'abaisser la condition du salariat européen au niveau de celle des pays émergents ! »

TSCG Européen

LIBERALISME OU LUTTE DE CLASSE

Un défunt ami, de ceux qui m'ont formé au militantisme syndical, disait : « Quand le Patron me donne raison, je me demande toujours quelle bêtise j'ai pu dire ». Il utilisait d'ailleurs un terme plus fort que bêtise commençant par co....

Cette réflexion lapidaire et simpliste aux yeux de certains est plus profonde qu'il n'y paraît.

Elle témoigne d'un réflexe de classe salutaire.

Les rapports de classe entre Patronat et Salariés ne se sont pas estompés, bien au contraire. Les efforts gigantesques de propagande menés ces dernières décennies par le capital, ses représentants et ses griots décrétant ex abrupto la fin de la lutte de classes visent à cacher qu'ils la mènent férocement au quotidien tout en désamorçant la réflexion et l'action de masse des salariés et des citoyens.

Au plan politique aussi l'enfumage est permanent.

Pourtant, la droite et la gauche, ce n'est pas la même chose, du moins ce ne devrait pas être la même chose.

Ainsi du Pacte budgétaire Européen officiellement appelé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) signé par Merkel et Sarkozy, plus exactement imposé par le gouvernement de droite Allemand.

Ce Traité austéritaire que le Président Hollande prétendait renégocier, va être voté par le Parlement sans avoir subi la moindre modification.

Une simple question de bon sens que des élus, militants ou simples citoyens de gauche devraient se poser : **« Quelles orientations de gauche contient ce Traité ? »**

La réponse est claire : aucune.

Donc : **« Peut-on voter un Traité aux conséquences désastreuses pour les Peuples européens avec la droite libérale ? »**

Alors que ces questions font débat à l'intérieur du parti Socialiste, que les Verts se sont prononcés contre à une large majorité comme le Front de gauche, de nombreux syndicats et associations, la CES (Confédération Européenne des Syndicats) représentative de 85 syndicats européens et 10 fédérations européennes.

Alors que de nombreux économistes Français et étrangers, dont les américains Joseph Stiglitz et Paul Krugman tous deux Prix Nobel, estiment désastreuse la gestion de la crise par la Troïka (Banque Centrale Européenne, Commission, et F.M.I),

Comment se fait-il que le Peuple ne puisse pas donner son avis sur une question essentielle où la souveraineté du Pays est en cause, que le débat soit chloroformé et le nécessaire référendum refusé ?

Avec un gouvernement de droite on aurait compris, mais avec un gouvernement de gauche !

La réponse est peut-être à trouver dans le début de ce propos : **Quand le socialisme devient social -libéral, qu'il a abandonné la lutte de classes, il n'est plus, au pouvoir, que le simple gestionnaire du Capitalisme libéralisé, c'est à dire de la finance et de ses intérêts.**

Alain Daramy

TARIFS DE L'ENERGIE : MESURES SOCIALES OU AUGMENTATION GENERALISEE ?

Le projet du député François Brottes sur la mise en œuvre d'une tarification progressive pour le gaz et l'électricité peut paraitre séduisant dans le sens qu'il élargirait significativement le nombre de bénéficiaires des tarifs sociaux ne disposant que des minimas sociaux et passerait de 600 000 ouvrants-droit à 4 millions de ménages. Avec un bémol sur le fait que cette tarification constitue un allègement que nous considérons insuffisant. C'est toutefois un aspect positif mais pour le PCF et le Front de gauche l'accès de tous aux droits d'accès à l'eau et l'énergie par une tarification nationale et régulée, organisée et garantie par les pouvoirs publics est une base fondamentale pour l'équité, la justice sociale. Ces mesures ont largement été mise à mal dans le cadre de l'ouverture des marchés, la multiplicité des opérateurs et les privatisations entrainant une dérèglementation généralisée.

Donc un tel projet manifeste une volonté d'améliorer la situation pour les familles les plus modestes et d'économiser l'énergie c'est, certes, très honorable mais présente toutefois, avec le système du bonus/malus, un risque de prélèvement supplémentaire sur la consommation de gaz et d'électricité.

Comme l'indique André Chassaigne député PCF-Front de gauche suite au débat /séance à l'Assemblée Nationale : Les dispositions de l'article premier proposent de détruire tout simplement le cadre actuel des tarifs réglementés, de l'égalité tarifaire et de la péréquation. (Selon chaque type de contrat on paie, aujourd'hui, le même tarif sur n'importe quel point du territoire).

En effet quand on regarde de près le mécanisme ça ressemble à s'y méprendre au fonctionnement d'une usine à gaz !

Il est à observer que ce projet a été conçu sans que l'avis des associations de consommateurs et des organisations syndicales ait été recueilli au préalable.

Si le droit d'accès à l'énergie constitue un droit fondamental l'accès pour tous doit être garanti tout en respectant l'exigence des économies d'énergie qui impose des investissements lourds en matière d'amélioration de l'habitat (le bâtiment consomme 40% de l'énergie totale, les transports 30% et l'industrie 20%).

Il faut donc un véritable débat sur la tarification de façon que les prix soient proches du coût de revient s'agissant d'un bien social indispensable et que cesse cette accumulation de profits des opérateurs qui engrangent pour leurs actionnaires des sommes considérables sans que l'usager ne bénéficie des réductions de tarifs possibles (EDF et GDF-Suez ont accumulés plusieurs milliards en 2011).

Le rédacteur du projet a, en outre, indiqué que les députés socialistes allaient mettre en place un système de « trêve hivernale généralisée » nous en sommes fort aise puisque c'est la proposition du projet de loi, présentée par Marie-Georges Buffet avec d'autres députés du Front de gauche il y a environs deux ans qui fut balayé à l'époque.

Joël Da Silva 3 octobre 2012

VIVE CHARLIE

La marque de CHARLIE HEBDO est depuis toujours la satire et la rigolade, indispensables dans l'éventail de toutes les publications. Même si on ne l'achète pas, on sait qu'on peut l'acheter et y retrouver à chaque page son amour de l'humain et son défi à tous les obscurantismes. Sourions un peu : la statistique découvre que sur les 1057 numéros déjà publiés, 3 seulement ont consacré leur couverture à l'islam ou Mahomet...et en effet, mais sans aucun mea-culpa, que n'ont-ils pas, les bougres de CHARLIE, et allègrement, moqué, caricaturé, gaudriolé, blasphémé Dieu, le pape, Jésus, Moïse, rabbins, prêtres, bonnes sœurs... sans oublier philosophes, politiques dont les communistes brocardés à maintes reprises, y compris Marx et Engels. Évidemment, ni Dieu, ni le pape, ni Moïse, ni tous les autres n'ont pris le couteau ou la bombe, ou n'ont déposé plainte au commissariat.

Ventrebleu, la modeste tentative de CHARLIE pour rétablir un peu d'équilibre dans son traitement des religions a provoqué un séisme au maximum dans l'échelle de l'absurde. Et les coups durs sont arrivés de tous azimuts : de la droite extrême dans son objectif de récupération de la laïcité, des responsables du gouvernement et d'ailleurs proclamant la liberté d'expression de la main gauche sur le cœur tout en la ratatinant de la main droite, des recteurs des mosquées ou représentants de l'islam devenant soudain les blancs chevaliers de l'apaisement à l'encontre des noirs provocateurs, de quoi carrément conforter les potentiels terroristes tout en faisant pattes de velours. Embrouillaminis, palinodies, tartufferies !

Des paroles limpides ont cependant émergé, trop rares malheureusement : « la liberté d'expression est le fondement de notre république laïque, en tout lieu et à tout moment ! ».

Il faudrait ajouter : « plus que jamais ! »car le proche passé n'est pas QUE derrière nous : tours jumelles...métros...avions...Montauban, Toulouse...l'Ambassadeur et des proches...la mise à prix de la tête de Salman Rushdie qui grimpe comme aux enchères ...l'appel du Trocadéro à tuer des juifs ...les menaces de mort sur Charb...les situations calamiteuses dans certains collèges et lycées...les menaces à l'encontre des professeurs, dont certains comme Redeker ne peuvent plus se déplacer sans gardes du corps...la mère de la première victime de Mérad qui s'entend dire par des ados, que Mérad est un héros...Horreurs indicibles.

La faute serait de croire que ces abominations seraient le fait de personnes fanatiques, mais isolées. Que non ! Elles émergent car leur terreau est enrichi peu à peu de multiples engrais : appels à la violence armée provenant de groupes disséminés de par le monde ; encouragements à devenir martyres avec la récompense du paradis, pour qu'explosent d'autres humains quels qu'ils soient ; valses hésitations au Moyen Orient ou autour de la Méditerranée pour ménager tantôt la chèvre tantôt le loup ; double langage de nos gouvernants et des prédicateurs...

Que resterait-il d'un journal qui, ne pouvant agir sur les faits, n'aurait pas le droit de les dire, fût-ce par des dessins satiriques.

Christian Dubau

VOIR : antichambre de AGIR

Signe des temps, le dessin au stylo-bille sur papier de piètre qualité et au rendu de type uppercut s'est frayé un espace dans la multitude des expositions de l'été*.

Voir est un devoir éructe l'un d'eux. Et il faut dire que l'injonction reste de saison au plan sociétal certes, mais aussi social et politique. **Voir** tout. Même le sens de la marche...

Voir ceux qui ont pour espace le trottoir... **Voir** l'avalanche de licenciements alors que les députés communistes et Front de Gauche peinent à faire adopter leur projet de loi interdisant les licenciements boursiers... **Voir** le Medef frétiller à l'espoir que le nouveau traité budgétaire échappe à référendum...

Voir, qu'alors que nous avons écarté au printemps de la fonction suprême, l'ennemi de classe, ce n'est pas seulement au syndicaliste ou au militant qu'il appartient de bouger.

Voir, car seul le « bougé » de chacun peut dresser des garde-fous face à la voracité de la finance et aux dégâts qu'elle engendre.

* 50 dessins présentés à la Fête des pins

J-C M

Tour de ville

Forum des associations Les Amis de l'Etincelle y étaient présents, arguant même, que leur «a ssociation (était) un pavé dans l'absence de pluralisme des médias ». Ils donnaient à voir quatre numéros du titre né en 1934 :
le retour à Boucau d'Elisa Lassalle au sortir de Ravensbruck (1945) ; la campagne pour sauver Brice Fleutiaux photographe aux racines boucalaises détenu en Tchétchénie (2000) ; la colère lors de la marée noire qui souilla la digue, les plages des P-A et des Landes (2003) ; la bataille *Ras le Bol*, menée par le Front de Gauche face aux nuisances, poussières et odeurs (2011) . Les « amis » prirent le temps d'échanger leur dépliant avec celui de quelques 11 autres associations (club Image, Centre Culturel, atelier jazz...).Utiles contacts
A noter, la clôture de cette journée par les profs du CAEM (saxo, basse, batterie, guitare). Sublime !

Au vu du foisonnement d'activité (expo, spectacle, sortie, réunion publique etc...), un panneau lumineux sur lequel défilent les infos serait le bien venu, favoriserait la participation du public et constituerait une reconnaissance vis-à-vis des organisateurs.

Parole d'élu

La Poste dans le sillage de France Télécom ?

Autrefois regroupés au sein des PTT (Poste, Télégraphe, Téléphone) , ces deux entités suivent aujourd'hui un même processus de désagrégation. Avec un temps de retard , la Poste prend le même chemin que France Télécom : privatisation de certains secteurs d'activité, regroupement de services, et bien entendu abandon de son patrimoine immobilier.
Aujourd'hui c'est le bâtiment de notre Poste qui est mis en vente, ceci dans un souci de rentabilisation et au-delà de privatisation du service postal. .
Doit-on laisser partir ce patrimoine à des spéculateurs privés qui vont s'empresser de négocier le départ de notre Poste vers d'autres lieux, afin de pouvoir jouir de la totalité de ce bâtiment et en faire une opération spéculative ?
La municipalité de Boucau ne laissera pas cette opération se réaliser et doit préempter cet édifice, pour essayer de préserver notre Poste et l'outil de travail de nos facteurs qui risquent de se retrouver à Mouguerre, Bayonne, ou St Martin de Seignanx, ce qui les exposerait à des prises de risques aussi inutiles qu'insensés.

Jean Dubourdieu

T O U R D E V I L L E

CHONOPLUS : du nouveau sur le réseau.

Depuis le 3 septembre de la rentrée 2012, le réseau de transport en commun a évolué sur Boucau.

Le Maire, Madame Marie-Josée Espiaube, ses deux délégués au Syndicat Mixte des Transports en Commun, Didier Lamothe et Maurice Garcia (dans l'attente de moyens supplémentaires : matériel roulant et personnel prévus en 2013) ont favorisé ces changements permettant :

-La connexion de tous les quartiers au centre ville mais aussi au centre commercial et au CGR.

-Des correspondances vers Bayonne. Les lignes passant par le centre commercial de l'océan sur l'ancienne RN10 et le bas Boucau, d'autre part, permettent l'accès à ces lignes.

Nous sommes conscients que les modifications apportées, bien qu'apportant une amélioration sensible du service, ont remis en cause des usages convenant bien à certains : la réunion publique le 6 septembre dernier l'a parfaitement illustré. C'est pourquoi, il a été convenu que le nouveau réseau mis en place l'était à titre expérimental et que chacun parmi les usagers réguliers ou potentiels, pourrait exprimer ses critiques et suggestions.

Un registre de doléances est ouvert à cet effet à la mairie.

C'est probablement une bonne démarche pour une meilleure prise en compte de remarques améliorant l'évolution du réseau et du service pour tous.

Maurice Garcia

Agenda

Jusqu'au 14, dans la salle Paul Vaillant-Couturier à Boucau se tient le Salon des Arts et de la Peinture dont le vernissage a eu lieu le samedi 1er

Le vendredi 26 à l'école Jean Jaurès de Tarnos sera commémoré l'anniversaire de l'ouverture d'une colonie de vacances pour les enfants juifs. Charles Fiterman avec d'autres personnalités viendront sur les lieux qu'ils ont connu dans leur enfance marquée par la répression antisémite des occupants nazis.

Le samedi 27 sera la journée du souvenir de la grande rafle des résistants Boucalais et Tarnosiens dont un grand nombre ont laissé leur vie en déportation. Conférences et cérémonies vont rendre hommage à ces hommes qui ont sacrifié leur existence pour notre liberté.

Samedi 13 *La Croix Rouge de Bayonne organise une braderie vente de livres, vêtements, brocante à la plaine de Glain au bénéfice de ses organismes* humanitaires

COURRIER

La santé n'a pas de prix MAIS elle a un coût pour le patient.

Les derniers rapports de l'inspection générale des finances (IGF) et de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) dénoncent les politiques menées ces dix dernières années en matière de gestion des dépenses de santé. Elles sont jugées inefficaces et accentuent les inégalités d'accès aux soins.

Mise en concurrence avec le secteur privé par la tarification à l'activité (T2A), rationalisation économique par la fusion des établissements, multiplication des franchises, déremboursement de médicaments d'usage courant... , toutes ces mesures diminuent l'offre de soins, ne font qu'accroître le « reste à charge » pour l'assuré et pénalisent lourdement les populations les plus fragiles. Et voila qu'en ce mois d'octobre, l'accès au parking de l'hôpital de Bayonne devient payant ! Se faire soigner coûte encore plus cher.

Pour garantir l'accès aux soins à tous et l'équité de traitement, arrêtons de raisonner avec une logique purement comptable. Pensons à l'humain d'abord.

Un usager en colère

* Pour parution, les courriers devront être nommément signés (la rédaction).

Critiques, Suggestions, Commentaires...

Contactez-nous !

09.61.21.20.63

pcf.boucau@wanadoo.fr

www.boucau.pcf.fr